



Paris, le 18 décembre 2008

## Communiqué de presse

### Tourisme : le grand oublié du gouvernement

**Dans le contexte économique très difficile que nous traversons, le tourisme aurait du constituer l'un des leviers du plan de relance proposé à nos concitoyens.**

Mais il n'en sera rien, si l'on se fie en tout cas au projet de loi de finances 2009 qui vient d'être adopté, qui dote le tourisme de **crédits encore plus faibles** que par le passé, en baisse – sur un an – de 10,6 % en autorisations de programmes, à moins de 60 millions d'euros... Nous en étions encore à 83 millions d'euros en 2007. Ce manque d'ambition nous fait craindre que la France perde, à terme, sa place de première destination touristique...

Et que dire de la **suppression** pure et simple de la **Direction du tourisme** au 1<sup>er</sup> janvier 2009, destinée à être intégrée dans une nouvelle Direction générale des Entreprises et des Services (DGES), au sein du ministère de l'Economie et des Finances... et entraînant notamment aussi la suppression de l'Inspection générale du tourisme....

Qu'elle est loin la proposition de la commission tourisme de l'UMP, durant la campagne présidentielle de 2007, de créer une **Délégation interministérielle à l'organisation et à la compétitivité du tourisme**, présidée par un ministre du tourisme délégué auprès du Premier Ministre, et qui paraissait intéressante....

Elément indispensable d'une politique globale du tourisme, le **volet social visant à favoriser l'accès aux vacances**, pourtant présenté comme la troisième priorité, est tout aussi délaissé dans les choix budgétaires comme dans l'organisation administrative du tourisme :

- plus aucune aide de l'Etat à la rénovation du patrimoine du **tourisme associatif à vocation sociale**
- une aide globale aux associations nationales limitée maintenant à 500.000 euros, encore en baisse de 28% par rapport à 2008... alors que, dans le même temps, la réduction d'impôt sur le revenu accordé au titre des investissements réalisés dans le secteur du tourisme est évaluée à 45 millions d'euros pour chacune des années 2008 et 2009.
- et, plus symbolique encore, la **suppression du Bureau des politiques sociales** de la Direction du tourisme qui, depuis 15 ans, accompagnait ces politiques.

**L'UNAT et ses membres** déplorent et s'élèvent contre ces mesures qui n'auront pour autre résultat que de **minorer encore la place** pourtant essentielle **du tourisme dans l'économie et l'emploi** de notre pays, et qui ne contribuera qu'à **continuer à faire baisser le taux de départ en vacances des français**, déjà en recul depuis plusieurs années. L'UNAT appelle les pouvoirs publics à tout mettre en œuvre pour, au contraire, répondre à la demande d'accès aux vacances de nos concitoyens et maintenir une activité économique soutenue sur les lieux et territoires d'accueil.

---

*L'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAT) regroupe les principales associations, mutuelles et entreprises à but non lucratif actives dans le domaine des vacances familiales, des vacances d'enfants et d'adolescents, du tourisme des jeunes, des seniors, des personnes handicapées, des voyages et du tourisme équitable et solidaire. Son action est relayée par 21 UNAT régionales.*

[www.unat.asso.fr](http://www.unat.asso.fr)